

### *Les crédits*

mulant une dette nationale et des dettes provinciales de plus en plus fortes qu'on va préserver l'assurance-maladie, bien au contraire.

Tous les députés devraient être au fait de vérités fondamentales. Le gouvernement fédéral consacre 36 p. 100 de ses recettes fiscales simplement à payer l'intérêt sur la dette nationale. En Ontario, 10 p. 100 seulement des recettes vont au service de la dette. L'Alberta y consacre 8,5 p. 100 et la Colombie-Britannique moins de 4 p. 100. Il n'est tout bonnement pas logique que le gouvernement fédéral, qui accuse déjà un déficit de 30 milliards de dollars, emprunte encore pour donner de l'argent aux provinces, alors que les dettes de celles-ci sont moins élevées que la sienne.

Heureusement, ce n'est pas tout le monde qui a adopté une attitude irresponsable à l'égard du présent débat. Invitée à prendre la parole lors d'une conférence qui s'est tenue peu après le dépôt du budget, M<sup>me</sup> Monique Bégin, l'ancienne ministre libérale de la Santé, a déclaré que les compressions fédérales ne porteraient pas un coup mortel au système de santé. M. Franck McKenna, le premier ministre du Nouveau-Brunswick, a prouvé qu'il comprenait les incidences de la dette lorsqu'il a dit: «Les leaders des années 60 et 70 ont pris une première hypothèque sur l'avenir du Canada et ceux des années 80 et 90 en ont pris une deuxième. Il ne reste donc plus rien à hypothéquer. Il faut faire disparaître une fois pour toutes la dette suffocante que nous nous apprêtons à léguer à nos enfants.»

Les gens que je viens de citer ne sont pas de chauds partisans du Parti conservateur, et c'est le moins qu'on puisse dire. Toutefois, à la différence de leurs amis libéraux à la Chambre, M<sup>me</sup> Bégin et M. McKenna sont conscients du fait que les diatribes, les folles hyperboles et les ruses politiques desservent la cause du maintien du régime d'assurance-maladie au Canada.

Le meilleur moyen de servir cette cause est encore de prendre des mesures dès aujourd'hui pour enrayer le déficit tout en préservant les principes et l'excellence de notre système qui fait l'envie du monde entier.

J'ai mentionné tout à l'heure que les soins de santé coûtent chaque année près de 60 milliards de dollars aux contribuables canadiens. Le Canada se classe au deuxième rang pour la part du PNB consacrée aux soins de santé. Il ressort toutefois que nos dépenses considérables n'ont pas été aussi profitables qu'elles auraient dû l'être. Par comparaison, le Japon y consacre moins de 6,8 p. 100 de son PNB, mais les Japonais ont une espérance de vie

meilleure que les Canadiens et le taux de mortalité infantile y est de 5 pour mille naissances vivantes, tandis qu'il est de 7,9 pour mille au Canada. La question n'est pas de savoir si des fonds suffisants sont affectés à la santé, mais plutôt si nous en faisons l'utilisation la plus efficace et judicieuse possible. C'est souvent par là que nous pêchons.

Nous savons que les Canadiens âgés atteints de maladies chroniques occupent des lits d'hôpital de soins actifs à des coûts énormes parce que nous n'avons pas trouvé d'autres solutions plus économiques et efficaces. Nous savons que la durée des séjours à l'hôpital est plus longue au Canada qu'elle ne l'est dans les autres pays industrialisés en Occident, alors que les techniques utilisées et les résultats obtenus sont pratiquement les mêmes. Nous nous rendons compte que le nombre de médecins augmente trois fois plus vite que la population. Plus important encore, nous savons qu'il est infiniment plus économique et sage de prévenir que de guérir.

Le fait que nous n'arrivons pas à offrir des services de soins de santé aussi efficacement que nous pourrions le faire a une incidence très réelle, non seulement sur la qualité des soins, mais aussi sur notre capacité de fournir d'autres services. Le dollar consacré aux soins de santé n'est pas affecté à l'éducation, aux programmes de création d'emplois, à l'alphabétisation, à la lutte contre la pauvreté ou à la prévention des maladies.

Nous n'avons aucune raison de croire que nous allons pouvoir renverser la situation dans un avenir immédiat, mais les changements qui surviennent dans notre société viendront ajouter des pressions sur notre système.

• (1200)

[Français]

On doit juger notre système non seulement en fonction de ses forces et de ses faiblesses actuelles, mais aussi en fonction de sa capacité à faire face à de nouveaux défis tels que le vieillissement de la population, l'apparition de nouvelles maladies telles que le SIDA, et l'évolution constante de la technologie. Vu sous cet angle, notre système est loin d'être parfaitement adapté. Pour qu'il puisse relever ces défis dans le cadre d'un budget limité, il faudra lui apporter des améliorations. Le système canadien de soins de santé, financé par les fonds publics, a été institué grâce à un consensus. Il a fallu accepter beaucoup de compromis et faire preuve de beaucoup de coopération entre le gouvernement fédéral et les gouvernements provinciaux pour en arriver à ce que nous avons présentement. Les défis du futur exigent que nous découvriions cet esprit de coopération et de partage.